

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition
écologique et solidaire

Décret du

portant diverses dispositions statutaires relatives aux corps des chargés de recherche du développement durable et des directeurs de recherche du développement durable relevant du décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014

NOR :

Publics concernés : Les chargés de recherche du développement durable et les directeurs de recherche du développement durable

Objet : Mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations des membres du corps de chargés de recherche du développement durable et de directeurs de recherche du développement durable

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel de la République française.

Notice : le présent décret procède à la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations au bénéfice des corps des chargés de recherche du développement durable et de directeurs de recherche du développement durable du ministère de la transition écologique et solidaire.

Références : Le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le code de la recherche ;

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014 portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'État ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de la transition écologique et solidaire, en date du

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décrète

Chapitre I : Dispositions relatives au corps des chargés de recherche du développement durable entrant en vigueur le

Article 1

L'article 6 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

Les mots : « 2^e classe » sont remplacés par les mots : « classe normale ».

Article 2

L'article 8 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

Les mots : « 1^{ère} classe » sont remplacés par les mots : « hors classe » et les mots : « deux tiers » sont remplacés par les mots : « 15 % ».

Article 3

L'article 9 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

1^o les mots : « 1^{re} classe » sont remplacés par les mots : « hors classe » ;

Article 4

L'article 10 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

Au cinquième alinéa, le mot : « auditionnés » est remplacé par le mot : « entendus ».

Au sixième alinéa, le mot « auditionner » est remplacé par le mot « entendre ».

Article 5

Pour l'application des dispositions de l'article 20-1 du décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, le ministère chargé du développement durable ou son représentant peut, à la demande des candidats, organiser une audition par le jury par tout moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Article 6

L'article 13 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

Les mots : « 2^e classe » sont remplacés par les mots : « classe normale ».

Chapitre II : Dispositions relatives au corps des directeurs de recherche du développement durable entrant en vigueur le

Article 7

L'article 16 du décret du 4 novembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

Au cinquième alinéa, le mot : « auditionnés » est remplacé par le mot : « entendus ».

Au sixième alinéa, le mot « auditionner » est remplacé par le mot « entendre ».

Article 8

Pour l'application des dispositions de l'article 42-1 du décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, le ministère chargé de développement durable ou son représentant peut, à la demande des candidats, organiser une audition par le jury par tout moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Article 9

Pour application de l'article 57-2 du décret 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, l'article 22 du décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le titre de directeur de recherche émérite est délivré par le ministre chargé du développement durable pour une durée maximale de cinq ans, déterminée sur proposition de la commission d'évaluation et peut être renouvelé selon la procédure mentionnée à l'article 21 du décret susvisé. »

Chapitre III : Dispositions transitoires et finales

Article 10

Les articles 25 à 33 du décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014 sont abrogés.

Article 11

1° Les concours d'accès au corps des chargés de recherche du développement durable régis par le décret du 4 novembre 2014 dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, demeurent régis par les dispositions applicables à la date de publication de ces arrêtés.

2° Les lauréats des concours de chargés de recherche du développement durable de deuxième classe du développement durable et de chargés de recherche de première classe du développement durable régis par le décret du 4 novembre 2014 susvisé, dont les arrêtés d'ouverture sont publiés avant la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, sont classés dans le grade de chargés de recherche de classe normale du développement durable en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils avaient relevé, à la date de leur nomination, des dispositions du titre II du décret 83-1260 du 30 décembre 1983 dans sa rédaction antérieure au 1^{er} septembre 2017, puis s'ils avaient été reclassés à la date de leur nomination en application du décret précité modifié.

3° Les agents ayant commencé leur stage dans le grade de chargés de recherche de deuxième classe du développement durable et dans le grade de chargé de recherche de première classe du développement durable poursuivent ce stage dans le grade de chargé de recherche de classe normale du développement durable.

4° Les concours d'accès direct au grade de chargé de recherche hors classe du développement durable mentionnés à l'article 18 du décret du 30 décembre 1983 précité, modifié, ne sont pas organisés au titre des années 2017, 2018 et 2019.

Article 12

À la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, les fonctionnaires appartenant au corps des chargés de recherche du développement durable et les fonctionnaires détachés dans ce corps sont reclassés conformément au tableau de correspondance suivant :

Situation d'origine	Nouvelle situation	Ancienneté conservée dans la limite de la durée d'échelon
CR de première classe	CR de classe normale	
9e échelon	10e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	7e échelon	12/11 de l'ancienneté acquise
5e échelon	6e échelon	6/5 de l'ancienneté acquise
4e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
3e échelon	4e échelon	1/5 de l'ancienneté acquise majorée de 2 ans
2e échelon	3e échelon	ancienneté acquise majorée de 8 mois
1er échelon	2e échelon	ancienneté acquise majorée de 1 an
CR de deuxième classe	CR de classe normale	
6e échelon	4e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 2 ans
5e échelon	4e échelon	sans ancienneté
4e échelon	3e échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	sans ancienneté
1er échelon	1er échelon	ancienneté acquise

Article 13

Les chargés de recherche de deuxième classe du développement durable bénéficiant d'un avancement au grade de chargé de recherche de première classe du développement durable au titre de l'année 2017, sont classés dans le cadre de chargés de recherche de classe normale en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever jusqu'à la date de leur avancement des dispositions de l'article 33 du décret du 30 décembre 1983 précité dans leur rédaction antérieure au 1^{er} septembre 2017, puis s'ils avaient été reclassés à la date de leur avancement en application des dispositions de l'article 13 du présent décret.

Article 14

Pour l'application de l'article 32 du décret du 30 décembre 1983 précité modifié, les services accomplis en qualité de chargé de recherche de première classe du développement durable et de chargés de recherche de deuxième classe du développement durable sont assimilés à des services accomplis en qualité de chargé de recherche de classe normale du développement durable.

Article 15

Les avancements au grade de chargé de recherche hors classe du développement durable au titre de 2017 pourront être prononcés en 2018.

Article 16

Les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps de chargés de recherche du développement durable demeurent compétentes jusqu'au prochain renouvellement général de ces commissions.

À compter du..... et jusqu'au renouvellement de la commission administrative paritaire, les représentants du grade de chargé de recherche de deuxième classe du développement durable et les représentants du grade de chargé de recherche de première classe du développement durable siègent en formation commune pour exercer les compétences des représentants des grades de chargé de recherche de classe normale et de chargés de recherche hors classe du développement durable .

Article 17

Le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, le ministre de la cohésion des territoires, le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre

Édouard PHILIPPE

Le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire,

Nicolas HULOT

Le ministre de la cohésion des territoires,

Richard FERRAND

Le ministre de l'action et des comptes publics,

Gérald DARMANIN

La ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation,

Frédérique VIDAL